

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

Notre site : <http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite>

CANADA

CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

Gilles N. Larin, Chantal Buote, Monique Charette, *Propositions visant à simplifier la déclaration de revenus du Québec pour les particuliers*, 7 février 2005, 83 pages.

<http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/publications/etudeDeclaration7fev05.pdf>

Propositions de simplification de la déclaration de revenus du Québec : harmonisation avec la déclaration fédérale, et unification des deux déclarations en une seule sans perte d'autonomie fiscale ni de recettes fiscales pour le Québec.

● Cette étude vise à présenter des avenues de simplification de la déclaration de revenus du Québec pour les particuliers suite à l'abolition, à compter du 1^{er} janvier 2005, du régime d'imposition simplifié. Bien que de plus en plus de contribuables utilisent un logiciel informatique pour remplir leurs déclarations de revenus, 1 948 305 contribuables (soit 34,39 % des déclarations produites) ont préparé leurs déclarations de revenus du Québec à la main pour l'année 2003. Pour ces contribuables en particulier, la simplification de la préparation de la déclaration de revenus les soulagerait d'un fardeau administratif important. Afin de mieux comprendre les choix d'avenues de simplification sur lesquels s'est arrêtée la CFFP, l'étude expose en premier lieu les avenues de simplification examinées au cours de l'été 2004 par le ministère des Finances et les raisons pour lesquelles aucune d'elles ne semble avoir été retenue par celui-ci. En second lieu, l'étude présente les deux avenues de simplification retenues par la CFFP, à savoir d'une part l'uniformisation de la déclaration de revenus du Québec à celle du fédéral tant au niveau de la présentation qu'au niveau de la terminologie utilisée, et d'autre part, l'unification de la déclaration de revenus du Québec et de celle du fédéral dans une seule déclaration, à l'exemple du formulaire de déclaration de la taxe de vente du Québec et de la taxe sur les produits et services du fédéral. Afin de bien illustrer chacune de ces deux propositions de simplification, la CFFP a préparé un projet de déclaration de revenus pour chacune de celles-ci.

Luc Godbout, Matthieu Arseneau, *La prime au travail du Québec : Un véritable outil d'incitation au travail ou une simple façon de baisser l'impôt?*, février 2005, 91 pages.

[http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/publications/primeTravail\(fev05\).pdf](http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/publications/primeTravail(fev05).pdf)

La nouvelle prime d'incitation au travail québécoise : pas toujours très incitative.

● Cette étude porte sur l'évaluation du caractère incitatif de la nouvelle politique d'incitation au travail, appelée « prime au travail », mise en place par le gouvernement du Québec depuis le 1^{er} janvier 2005. L'étude présente la problématique de l'incitation au travail et dresse une revue de la littérature concernant les expériences américaine, anglaise et française en cette matière. Les auteurs évaluent l'impact direct de la prime au travail sur différents types de ménages québécois et mettent en perspective ses paramètres comparativement aux expériences étrangères. Ils soutiennent que la hausse considérable des budgets consacrés à inciter les gens à travailler induite par le passage du programme APPORT vers la prime au travail n'implique pas nécessairement que le passage de l'aide sociale au marché du travail soit favorisé. De plus, à la lumière des expériences étrangères, ils concluent que les attentes à l'égard des impacts de la prime au travail en matière d'incitation doivent être révisées à la baisse.

INSTITUT C.D. HOWE

Duanjie Chen, Jack M. Mintz, « How To Become Seductive: Make Canada More Investment-Friendly », *e-brief*, 19 janvier 2005, 3 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/ebrief_11.pdf

Selon une nouvelle méthode de mesure, le niveau d'imposition total sur les investissements des entreprises au Canada est le 3e plus élevé au monde.

■ Federal and provincial finance ministers need a wake-up call during this budget season. They have to make Canada a far more attractive location for investment capital. Many analysts define tax competitiveness using only one element of the business tax system — the statutory income tax rate that applies to corporate income. In fact, the taxes that businesses actually pay depend on the rules that define income, such as depreciation and inventory cost deductions, as well as many other taxes directly related to capital investment. A better measure of the overall business-tax structure is the marginal effective tax rate (METR) for investments. The METR is the amount of corporate income and other capital-related taxes as a percentage of pre-tax profits for marginal investments — investments that earn a rate of return on capital that is just sufficient to attract savings from international markets. According to this measure, Canada's business investment taxes are the third highest in the world, using a representative selection of 20 industrialized and large developing countries.

Finn Poschmann, William B.P. Robson, « Saving's Grace: A Framework to Promote Financial Independence for Low-Income Canadians », *Backgrounders*, no 86, novembre 2004, 9 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/backgrounders_86.pdf

Un régime d'épargne à impôts pré-payés encouragerait davantage l'épargne des contribuables à faibles revenus.

■ Existing saving vehicles — principally registered pension plans (RPPs) and registered retirement savings plans (RRSPs) — are poor saving vehicles for many lower-income Canadians. Although RRSPs offer deductions from taxable income for contributions, the upfront benefit is small for many lower-income Canadians who contribute when their marginal tax rate is relatively low. Distributions, on the other hand, are subject to regular income taxes and to claw-backs of transfer payments and social benefits. For lower-income people affected by means-tested programs, the effective tax rates on income from these plans can be high. Also, people with incomes that vary from year to year can find themselves poorly served by these plans. And when assets in the plans affect eligibility for provincial welfare and other benefits, people who have saved in them can find themselves as badly off as if they had never saved at all. An attractive alternative approach would be a federal “tax-prepaid savings plan” (TPSP) that provided no tax deduction for contributions, but which was not subject to tax or claw-backs on its distributions. And a federal TPSP could form a sound platform for provincially sponsored programs to promote asset-building for people with low incomes — plans such as the individual development accounts (IDAs) and other matched-savings plans pilot tested in Canada and elsewhere. A clean federal TPSP — a plan that protects its beneficiaries from federal means testing — would be straightforward to implement, and offers the first step to a better environment for many Canadians to achieve greater financial self-sufficiency.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DU QUÉBEC

Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, Ministère des Finances, *Repenser les relations avec les municipalités*, 9 décembre 2004, 78 pages.

http://www.mamsl.gouv.qc.ca/publications/finances/repenser_relations_municipalites.pdf

Le nouveau pacte fiscal avec les municipalités : base de discussions.

■ Le gouvernement du Québec a clairement manifesté son intention de repenser ses relations avec les municipalités, dans la perspective de renforcer les communautés locales, qui constituent l'instance de décision la plus rapprochée des citoyens et des citoyennes. Dans cette perspective, le gouvernement a exprimé l'intention d'établir avec les municipalités une nouvelle approche en matière de financement, un « nouveau pacte fiscal », permettant de mieux répondre à leurs besoins par des politiques financières plus structurantes et plus responsabilisantes. Le présent document vise donc à amorcer les discussions devant mener à une entente sur un nouveau pacte fiscal d'ici l'été 2005, dans une perspective de décentralisation et de diversification des revenus municipaux. On y dresse d'abord un portrait des finances municipales, en abordant successivement les dépenses des municipalités et leur répartition selon les domaines de responsabilités, puis les ressources financières dont elles disposent. Après avoir fait état de certains enjeux importants, comme le partage des responsabilités entre le gouvernement et les municipalités et le renouvellement des infrastructures, le document présente l'évolution prévisible des ressources et des dépenses municipales. Enfin, il expose les principes devant conduire à une révision des relations entre le gouvernement et les municipalités.

ÉTATS-UNIS

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

Joint Committee on Taxation, *Estimates of Federal Tax Expenditures for Fiscal Years 2005-2009*, 12 janvier 2005, 46 pages.

<http://www.house.gov/jct/s-1-05.pdf>

Ce rapport évalue les dépenses fiscales prévues pour les années 2005 à 2009.

■ Estimates of tax expenditures are prepared for use in budget analysis. They are a measure of the economic benefits that are provided through the tax laws to various groups of taxpayers and sectors of the economy. The estimates also may be useful in determining the relative merits of achieving specified public goals through tax benefits as opposed to direct outlays. This study contains a discussion of the concept of tax expenditures and a discussion of the measurement of tax expenditures. Table 1 presents estimates of tax expenditures for fiscal years 2005-2009. Table 2 shows the distribution of tax returns by income class and Table 3 presents distributions of selected individual tax expenditures by income class.

Joint Committee on Taxation, *Options to Improve Tax Compliance and Reform Tax Expenditures*, 27 janvier 2005, 435 pages.

<http://www.house.gov/jct/s-2-05.pdf>

Étude détaillée de plus d'une soixantaine de mesures destinées à améliorer le système fiscal en le simplifiant, en éliminant les échappatoires et abris fiscaux, et en incitant les contribuables à la conformité.

■ This report presents various options to improve tax compliance and reform tax expenditures. The report describes a number of proposals that would reduce the size of the tax gap by curtailing tax shelters, closing unintended loopholes, and addressing other areas of noncompliance in present law. In addition, the report contains proposals that would reform certain tax expenditures. Each proposal includes a description of present law, reasons for change, a description of the proposed change and effective date, and a discussion of the issues raised by the proposal. The proposals contained in the report attempt to reduce noncompliance in several different ways. Some proposals address the problem by requiring new compliance or reporting initiatives, revising aspects of the law that have proven to be a source of taxpayer noncompliance, or increasing penalties. Other proposals address the problem by simplifying the law or making it fairer. The report also contains several proposals that would carry out a restructuring of different tax expenditure areas. One example is a proposal that would consolidate three tax benefits relating to education into a single tax credit for education-related expenses. In general, the proposed restructurings attempt to simplify the law or permit the Congressional purpose to be achieved in a more fair or efficient manner. Finally, the report contains a number of smaller proposals designed to improve compliance, close loopholes, reform or repeal tax expenditures, end specific tax shelters, and otherwise prevent unintended consequences.

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

Isaac Shapiro, Robert Greenstein, *Cuts to Low-Income Programs May Far Exceed the Contribution of These Programs to Deficit's Return*, 9 février 2005, 22 pages.

<http://www.cbpp.org/2-4-05bud.pdf>

Le congrès américain songerait à couper dans les programmes d'aide aux personnes à faible revenu pour réduire le déficit.

● There is a distinct possibility that efforts to reduce the deficit this year will take a large and disproportionate bite out of programs that provide key supports and services to low-income Americans. This analysis explains that because substantial parts of the budget, including revenues, are expected to be largely or entirely “off the table” when deficit reduction plans are drawn up — and also because low-income programs tend to lack the political support of other programs with more powerful constituencies — a very large share of the budget reductions enacted this year may consist of cuts in programs for low-income families and individuals. Indeed, when Congress completes work on the budget this year, it is possible that a majority of the cuts will have been made in low-income programs.

Jason Furman, *Does Social Security Face a Crisis in 2018?*, 11 janvier 2005, 4 pages.

<http://www.cbpp.org/1-11-05socsec.pdf>

La proposition du Président Bush d'introduire des plans d'épargne individuels, dans le but d'éviter le déficit prévu de la caisse de Sécurité Sociale, pourrait avoir l'effet exactement inverse.

● A recently leaked White House memo indicates that the first phase of the Administration's strategy to sell individual accounts will be to convince Americans that the Social Security system is “heading for an iceberg.” The President frequently cites 2018 as the beginning of a Social Security crisis that, he says, will leave the system bankrupt. Others claim that Social Security will hit a crisis in 2018 when, to pay benefits, the system will become dependent upon what they describe as “worthless IOUs.” These statements seriously misrepresent Social Security's financing and the challenges the program faces. Furthermore, even if one were to grant the President's arguments, they would make the individual-accounts plan he is considering less attractive. Under the principal plan the President's Social Security Commission designed, the milestone that the President cites as a major turning point for Social Security — the point at which Social Security benefit costs will start to exceed Social Security tax revenue — would be reached twelve years sooner, in 2006 rather than 2018.

Liz McNichol, John Springer, *State Policies to Assist Working-Poor Families*, 10 décembre 2004, 60 pages.
<http://www.cbpp.org/12-10-04sfp.pdf>

Présentation et analyse de diverses solutions applicables par les États au problème des familles de travailleurs vivant dans la pauvreté.

■ For a large and growing number of Americans, having a job is not enough to lift them out of poverty. The number of people in working-poor families has grown significantly in the last two decades. In addition, working families make up a growing share of all poor families. The jobs that currently are being created are disproportionately concentrated in low-paying industries, and the U.S. economy will continue to depend on a large number of jobs that provide low wages and poor benefits. For these reasons, policies to assist low-income working families will continue to be needed. This report presents a menu of practical policy options that states can adopt to help working-poor families meet their basic needs and improve their lives. The rationale for each option is followed by a brief discussion of key design issues and examples of states that have adopted these policies. Funding issues are examined at the end of each policy brief.

THE BROOKINGS INSTITUTION

William G. Gale, Peter R. Orszag, *The US Budget Deficit: On an Unsustainable Path*, décembre 2004, 7 pages.
<http://www.brook.edu/views/articles/20041201orszaggale.pdf>

Les conséquences à long terme de la politique fiscale et budgétaire du gouvernement fédéral sur les revenus des générations futures.

● Fiscal policy in the United States is on an unsustainable path. Under reasonable projections, the budget deficit is likely to amount to about 3.5 per cent of Gross Domestic Product (GDP) in each year over the next decade. Thereafter, deficits are likely to grow much larger, as health and retirement costs mount for the baby boom generation. Over the next 75 years, the nation's fiscal gap could amount to about seven per cent of GDP. At best, these deficits will gradually harm the future income of Americans. At worst, they could trigger a fiscal crisis, which could accelerate and possibly exacerbate the damage. In this article, we examine trends in US fiscal policy, reasonable projections of future fiscal policy and the implications. We pay particular attention to whether the 2001 and 2003 tax cuts should be made permanent, since that question is being actively debated in the US and the outcome has a substantial effect on the fiscal outlook.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Congressional Budget Office, *Effective Tax Rates: Comparing Annual and Multiyear Measures*, janvier 2005, 46 pages.
<http://mirror2.cbo.gov/ftpdocs/60xx/doc6051/01-06-LongitudinalTaxRates.pdf>

L'impact du choix de la période de référence sur la distribution du fardeau fiscal en fonction du revenu.

■ The distribution of the economic burden of taxes is central to tax policy. In constructing measures of effective tax rates – the share of their income that people pay in taxes – analysts must confront a wide range of issues: what to include in measuring income, the range of taxes to be studied, the shifting and ultimate incidence of taxes, whether to study individuals or households, and the period that the analysis is to cover. This paper focuses on how the choice of a particular time frame affects distributional assessments of the burden of federal taxes. People pay most federal taxes on the basis of annual accounting; the individual income tax, for example, is generally assessed on taxable income earned during a calendar year. Because of that annual accounting period and because tax laws may change from one year to the next, most analyses of effective tax rates

cover individual years. How much of their income people pay in taxes fluctuates from year to year, in part because a rise or fall in income moves them into higher or lower tax brackets; in part because tax laws change; and in part because their filing status, amount of itemized deductions, or other circumstances change. At the same time, variability in people's income alters their capacity to pay taxes over time. In the face of such changes, focusing exclusively on the impact of taxes on an annual basis may provide a limited view of the relative tax burdens that people bear over time. This analysis compared the distribution of income and taxes measured on an annual basis with the distribution measured longitudinally.

ROYAUME-UNI

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

Orazio Attanasio, James Banks, Matthew Wakefield, « Effectiveness of tax incentives to boost (retirement) saving: theoretical motivation and empirical evidence », *Working Papers* no W04/33, décembre 2004, 36 pages.

<http://www.ifs.org.uk/wps/wp0433.pdf>

Les incitatifs à l'épargne sont-ils vraiment efficaces ? Étude des mesures fiscales américaines et britanniques.

- The adequacy of household saving for retirement has become a policy issue all around the world. The UK and US have been in the vanguard of those countries that have tried to encourage retirement saving by providing tax-favoured treatment for particular savings accounts. We consider empirical evidence from these two countries regarding the extent to which funds in some specific tax advantaged accounts (IRAs in the US, TESSAs and ISAs in the UK) represent new savings. Our best interpretation of this evidence is that: only relatively small fractions of these funds can be considered to be "new" saving and so these policies have been an expensive means of encouraging saving; there has been some deadweight loss from the policies associated with "reshuffling" of existing savings. Continuing improvements in data on individual financial behaviour create scope for future empirical analysis of incentives to save, both within the standard economic framework that we explain and exploit, and by considering extensions to and adaptations of it.

FRANCE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction générale des impôts, B.O.I, N° 185, 3 décembre 2004, 25 pages.

<http://alizer.finances.gouv.fr/dgibo/boi2004/4FEPUB/textes/4a1104/4a1104.htm>

Des mesures fiscales pour inciter les entreprises à offrir des mesures de conciliation travail-famille.

- La France instaure un crédit d'impôt en faveur des entreprises qui réalisent certaines dépenses permettant à leurs salariés ayant des enfants à charge de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale (dit « crédit d'impôt famille »). Quatre catégories de dépenses sont éligibles à ce crédit d'impôt famille : les dépenses ayant pour objet de financer la création et le fonctionnement de « crèches » et « halte-garderies » assurant l'accueil des enfants de moins de trois ans des salariés de l'entreprise; les dépenses de formation engagées en faveur des salariés de l'entreprise bénéficiant d'un congé parental d'éducation; les rémunérations versées par l'entreprise à ses salariés bénéficiant d'un congé de paternité, de maternité, parental

d'éducation ou « pour enfant malade »; les dépenses visant à indemniser les salariés de l'entreprise qui ont dû engager des frais exceptionnels de garde d'enfants à la suite d'une obligation professionnelle imprévisible survenant en dehors des horaires habituels de travail. Le crédit d'impôt famille est égal à 25 % du montant des dépenses éligibles et est plafonné à 500 000 € par an et par entreprise. Ce document explique ces nouvelles mesures.

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, *Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE*, édition 2004, 167 pages.

<http://www1.oecd.org/publications/e-book/8104072E.PDF>

Fiscalité et prestations sociales : impact sur le revenu net des ménages et l'incitation au travail.

- Si les indemnités de chômage et autres prestations sociales offrent aux personnes sans emploi une protection contre la pauvreté, elles ont également pour effet de réduire l'incitation au travail : c'est bien là un des principaux dilemmes de la politique sociale. Lancée en 1998, cette série (auparavant intitulée Systèmes de prestations et incitations au travail) examine les interactions complexes entre la fiscalité et le régime de prestations pour différentes catégories de familles ayant différents statuts au regard du marché du travail, ainsi que leur impact sur le revenu des ménages et les incitations financières au travail. Cette nouvelle édition donne une description détaillée de l'ensemble des prestations en espèces accessibles aux personnes ayant un emploi et aux personnes sans emploi, et des impôts dont elles étaient passibles dans 28 pays de l'OCDE en 2001 et 2002. Le revenu total des ménages et ses composantes ont été calculés pour différentes catégories de familles et situations au regard de l'emploi. Les résultats obtenus permettent d'analyser les incitations financières au travail, à temps partiel ou à temps plein, et la mesure dans laquelle les prestations sociales préviennent l'apparition de la pauvreté monétaire pour ceux qui sont privés d'emploi.

DIVERS

Lorraine Eden, Robert T. Kudrle, « Tax Havens: Renegade States in the International Tax Regime? », *Law & Policy*, Oxford, vol. 27, no 1, pp. 100-127, janvier 2005.

<http://www.blackwellpublishing.com/journal.asp?ref=0265-8240> (pour commander en ligne)

Étude sur l'efficacité du régime d'imposition proposé par l'OCDE pour résoudre les conflits engendrés par l'imposition nationale des entreprises multinationales.

- Taxing multinational enterprises (MNEs) is inherently conflictual because national tax systems are not well designed to handle their international activities. The OECD has been instrumental in developing an international tax regime to govern the conflicts and interdependencies induced by national taxation of MNEs. The strength of this regime depends on the extent to which states adhere to the regime's norms and practices. We examine the OECD's Harmful Tax Competition initiative, arguing that tax havens have been as renegade states in the international tax regime. We explore how the OECD initiative developed and evaluate its impact on regime effectiveness.

Patricia F. Apps, Ray Rees, « Fertility, Taxation and Family Policy », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 106, no 4, pp. 745-763, December 2004.

<http://www.blackwellpublishing.com/journal.asp?ref=0347-0520> (pour commander en ligne)

Étude examinant l'impact de certaines mesures sur le taux de natalité et la présence des femmes sur le marché du travail.

- Historically, there is clear evidence of an inverse relationship between female labour supply and fertility. However, the relationship across countries is now positive. Countries like Germany and Italy, with the lowest fertility, also have the lowest female participation rates. This paper analyses the extent to which this can be explained by public policy, in particular taxation and the system of child support. The results suggest that countries which have individual rather than joint taxation, and which support families through child care facilities rather than child payments, are likely to have both higher female labour supply and higher fertility.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Jacinthe Arès, Mélanie Boiteau, David Bourque, Urszula Chalupa, Stéphanie Côté, Rachid Fizazi, Mathieu Gélinas, Sophie Larochelle.